

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

PAUVRE RÉPUBLIQUE

Par les dernières élections, le pays a très nettement affirmé qu'il n'était pas satisfait. Si la manière de manifester son mécontentement rappelle les façons de procéder de Jocrisse, le mécontentement n'en est pas moins profond et sa manifestation caractéristique.

C'est contre la politique de ces dernières années, contre la direction gouvernementale qu'ils viennent de subir, que les électeurs se sont prononcés. Dès lors, la ligne à suivre semblait tout indiquée : il fallait changer de politique.

Comment le parti républicain et le gouvernement ont-ils interprété cette indication ?

Qu'un changement s'imposât, c'est ce que, après le scrutin du 4 octobre, tout le monde dans le parti républicain a eu l'air de comprendre. Sitôt compris sitôt exécuté, et on n'a rien eu de plus pressé que de changer de tactique. Par exemple, au lieu de persister à les combattre, les radicaux ont permis aux opportunistes de passer à Paris où la liste monarchique n'était pas à craindre.

Il paraît qu'il n'aurait pas été possible de faire admettre la coalition des forces républicaines là où les faits la démontraient nécessaire, si cette coalition n'avait pas été pratiquée là où elle n'avait pas d'excuse. Et persuadés, avec leur respectueuse expérience du suffrage universel, que pour agir sur les électeurs de Carpentras et autres lieux il fallait s'adresser, non à leur faculté de raisonnement, mais à l'instinct d'imitation qu'ils ont hérité des singes leurs ancêtres, les chefs du radicalisme se sont ralliés, à Paris, à une liste unique, afin qu'il n'y eût qu'une liste à Carpentras.

Après leur victoire du 18 octobre, les radicaux ont pensé qu'ils devaient se maintenir dans leur attitude nouvelle. Dès l'instant que la République est menacée, ont-ils répété, il faut tout sacrifier à son salut; et, pour la sauver, ils n'ont rien trouvé de mieux que de faire appel au concours de ceux qui, d'après eux-mêmes, n'ont su que la compromettre. A les en croire, la sécurité de la République exige qu'ils s'unissent, pour la consolider, avec ceux qu'ils jugeaient en train de la perdre; concentrons-nous, tel est leur mot d'ordre.

Comme on le voit, il y a eu changement : le parti radical invite le pays à avoir aujourd'hui confiance en ceux dont, avant le 4 octobre, il lui disait de se défier, ce qui tendrait à établir que, plagiaires du sabre de M. Prudhomme, les opportunistes sont aptes à ébranler les institutions républicaines et au besoin à les affermir.

A son tour le ministère veut entrer dans la voie des changements. La déclaration ministérielle lui lundi dernier, s'inquiète des « solutions » que réclament enfin « la gestion financière, la politique coloniale, la question religieuse, l'administration, principales préoccupations de la France électorale. »

Pour la question financière, la déclaration reconnaît qu'il y a des modifications à opérer; empressée à tenir compte des « désirs de la démocratie », elle n'hésite pas à promettre un changement. Ce changement consistera dans... une augmentation « des impôts existants qui semblent peser du poids le moins lourd sur les contribuables. »

Pour la question coloniale, le pays s'est énergiquement prononcé contre l'expédition du Tonkin; la déclaration avoue qu'« il importe de rompre avec ce système », aussi propose-t-elle de renoncer à toute annexion, et d'organiser à la place un « protectorat » dont « l'exercice aurait lieu dans des conditions analogues à celles où il fonctionne à Tunis. » Des troupes françaises continueront à être décimées là-bas; seulement, au lieu de l'être sur un territoire annexé, elles le seront sur un territoire protégé. Le changement est clair, et l'amélioration évidente.

Pour la question religieuse, la déclaration parle de « l'hostilité non déguisée du clergé vis-à-vis de nos institutions. » Il faut y mettre ordre : « la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat s'est posée devant le suffrage universel », elle n'a cependant jamais été « directement discutée » par le parlement, cela ne saurait durer, « il est nécessaire que le débat soit ouvert. » Par exemple, comme changement, pour une fois savez-vous, ce sera suffisant; il est bien entendu que la majorité devra, quand le débat aura été ouvert et fermé, « se décider contre la séparation. »

Pour la question administrative, la déclaration ose

presque flétrir les fonctionnaires qui ont « combattu ou desservi la République. » Une conduite pareille ne peut être tolérée; et le ministère se proclame résolu à consacrer pendant plusieurs années « une application constante, une longue suite d'esprit, une série d'efforts persévérants et sans violence à ramener au devoir les moins bien intentionnés. »

Tels sont la méthode et le programme à l'aide desquels les radicaux et le ministère, maîtres de la situation, espèrent empêcher la masse électorale de se détacher de la République. La République est menacée, et voilà comment ils s'imaginent la tirer d'affaire! Ceci prouve simplement l'irréparable incapacité des républicains bourgeois de toutes nuances à conserver même le nom de République.

BRISSON-VÉRITÉ

Un bruit du diable dans le Landerneau radical parce que appelé à rédiger le programme — ou le menu — de la nouvelle Chambre, M. Brisson n'y a inscrit que des *négligences*!

Vous ne ferez ni cette réforme, ni cette autre, ni celle-là encore, a dit, dans sa déclaration du 10 novembre, le président du conseil des ministres aux députés.

Et ces derniers de regimber, de s'indigner et de brandir leur poing en guise de massue :

« Comment! nous ne ferons ni la refonte que nous avons promise, en matière d'impôts, au point de vue d'une répartition plus équitable entre les citoyens »; ni l'évacuation de ces charniers qui s'appellent aujourd'hui le Tonkin et l'Annam et qui s'appelleront demain Madagascar; ni la séparation de l'Eglise et de l'Etat avec la reprise par ce dernier de la rente de 50 millions constituée à la plus infidèle des épouses? »

Non, messieurs, vous n'êtes capables d'aboutir sur aucun de ces points — si secondaires soient-ils.

Et, ce qu'il y a de plus fort, c'est que vous n'êtes pas moins persuadés que M. Brisson de votre impuissance sur toute la ligne.

Que M. Clémenceau ou M. Floquet prennent demain le pouvoir — et ils le prendront — et le clergé continuera à être salarié au même titre que la police; et le sang ouvrier et paysan continuera à couler en Asie et en Afrique au profit des Baviers-Chauffour, Léon Renault et autres chacals de la finance; et les taxes actuelles, progressives à rebours, prenant plus à ceux qui ont moins, continueront à être perçues — et accrues: — M. Floquet et M. Clémenceau le savent.

Mais le crime de Brisson est d'avoir — une fois n'est pas coutume — dit la vérité. Ces faillites-là se font mais ne se proclament pas. Et pour avoir vendu la mèche, Brisson sera exécuté — et les badauds applaudiront.

Ce que coûte la paix armée

Les chiffres suivants, dont l'éloquence dispense de tout commentaire, sont puisés à des sources officielles, soit dans les budgets mêmes des pays dont nous avons étudié la situation financière, soit dans les *Bulletins* de statistique publiés par le ministère des finances, soit dans les annuaires d'*Economie politique*.

En FRANCE, d'après le budget ordinaire de 1883, les dépenses pour la guerre s'élèvent à 584 millions et demi et à 205 millions pour la marine, soit en tout 789 1/2 millions. Nous ne parlerons pas des dépenses inscrites au budget extraordinaire. Sur le pied de paix, notre armée, y compris les états-majors, officiers, gendarmerie et garde républicaine monte à 499.961 hommes; 182.000 chevaux sont entretenus au compte du budget.

Notre marine compte 174 bâtiments armés et 104 en réserve, soit en tout 278 navires de guerre ayant 30.518 hommes d'équipage.

En ANGLETERRE, on dépense annuellement 712 millions, pour la guerre et la marine; le ministère de la guerre coûte 440 millions, celui de la marine 271. Le corps de police s'élève à 13.000 hommes. Sa marine militaire se composait, en 1881, de 75 navires blindés, d'environ 360 navires à vapeur, de 120 navires à voiles. Le nombre des navires en activité était de 240.

En ALLEMAGNE, d'après le budget 1882-83, les dépenses pour la guerre et la marine s'élèvent à 514 millions : 467

1/2 millions pour la guerre; 46 1/2 millions pour la marine. A ces chiffres il convient d'ajouter les dépenses de la Prusse qui s'élèvent à 135 millions environ. Nous arrivons ainsi à un total de 650 millions.

Sur le pied de paix, les forces militaires de l'Allemagne s'élèvent, y compris 18.128 officiers, à 427.274 hommes.

Sur le pied de guerre, sans la *landsturm*, l'Allemagne peut disposer de 1.456.677 hommes, commandés par 35.427 officiers.

La marine militaire allemande comprend 81 bâtiments de guerre armés de 538 canons, montés par 15.000 hommes.

En AUTRICHE et en HONGRIE, d'après le budget de 1882, les dépenses de la guerre et de la marine s'élèvent à 315 millions. Sur le pied de paix, l'armée compte 275.521 hommes dont 16.635 officiers; sur le pied de guerre, 1 million 013.953 hommes, y compris 29.653 officiers. La marine militaire comprend 43 vapeurs blindés et non blindés, 16 vaisseaux-écoles, 5 tenders, 1 remorqueur, soit en tout 75 navires.

La RUSSIE consacre annuellement (budget de 1883) 772 millions à la guerre et 122 millions à la marine, soit en tout 894 millions.

Son armée régulière, sur le pied de paix, s'élève à 840.000 hommes et à 2.254.000 sur le pied de guerre. Sa cavalerie compte, sur le pied de guerre, 258.000 chevaux. Dans la Baltique, la mer Noire, la mer Caspienne, le lac d'Aral, en Sibérie, la Russie peut mettre en ligne 389 navires armés de 836 canons et ayant près de 43.000 hommes d'équipage.

L'ITALIE dépense 260 millions pour ses deux budgets de la guerre et de la marine: son armée active est de 264.000 hommes, sa marine comprend 38 navires de guerre, 29 de transport, soit en tout 67, armés de 478 canons.

En ESPAGNE, la guerre et la marine coûtent chaque année 156 millions (budget de 1883-1884); son armée est d'environ 90.000 hommes et sa marine de 120 vapeurs et 523 canons.

La TURQUIE dépense annuellement 115 millions pour la guerre et la marine. On évalue l'armée turque à une centaine de mille hommes non compris les irréguliers.

La GRÈCE a une armée de 15.000 hommes et une marine composée de 21 vaisseaux. Elle dépense pour leur entretien, 76 millions 1/2, dont 71 millions pour le département de la guerre et 5 millions pour celui de la marine.

La BELGIQUE, les PAYS-BAS, la SUÈDE, la NORVÈGE, le DANEMARK, le PORTUGAL, la ROUMANIE, la SUISSE, dépensent en tout 293 millions par an pour les services de la guerre. Sur le pied de paix, les troupes de ces derniers Etats s'élèvent à 426.000 hommes. Les navires de guerre de ces divers états sont au nombre de près de 400. La Suède a 44 vapeurs, 10 voiliers, 87 chaloupes; la Norvège 30 vapeurs, 2 voiliers, 103 chaloupes et canonnières. La marine des Pays-Bas se compose de 183 vapeurs de toute grandeur et de 17 voiliers.

En Europe, il se trouve donc près de 3.200.000 hommes sous les armes; pour l'entretien des armées et de la marine il se dépense annuellement près de 4 milliards 1/2. Mais ce n'est pas tout.

Ces 3.200.000 hommes, jeunes, vigoureux, enlevés à la production sociale pour être emprisonnés dans les casernes auraient pu produire une moyenne de 5 francs par jour qui, pendant 300 jours, représenteraient une somme de 4 milliards 800 millions.

Les armées permanentes d'Europe coûtent donc annuellement NEUF MILLIARDS TROIS CENTS MILLIONS.

UNE VICTOIRE

Au moment de mettre sous presse nous apprenons par télégramme l'élection à Sneek (Hollande) du socialiste Heldt.

C'est le premier membre du Parti ouvrier qui force les portes du Parlement néerlandais. Et cette victoire est d'autant plus significative que le suffrage universel est encore à venir.

Nos félicitations les plus vives à nos amis de Hollande!

CERCLE D'ÉCONOMIE SOCIALE

La première réunion préparatoire aura lieu mardi, 25 novembre, à 8 heures et demie du soir, au grand café Hollandais, 30, rue Montpensier et 50, galerie Montpensier.

Nous répétons qu'il s'agit d'un *cercle ouvert*, dans lequel peuvent se rencontrer, comme sur un terrain neutre, avec les socialistes des diverses écoles, tous les hommes de bonne volonté.

SIGNES DE GATISME-SOCIAL

Des miasmes fétides flottent sur les fosses de fumier en fermentation; ainsi, on voit apparaître dans les sociétés qui se désagrègent et se décomposent, des idées et des mœurs révélant le ramollissement cérébral et la pourriture morale.

Alors que le monde romain tombait en décadence, la thaumaturgie florissait. D'innombrables magiciens à Rome, à Jérusalem et dans toutes les villes de l'empire, faisaient des miracles sur les places publiques : des ignorants et des savants se portaient les témoins oculaires et auriculaires de ces prodiges. Le plus célèbre de ces magiciens, Apollonius de Tyane, dont l'existence ne peut être mise en doute comme celle de Jésus, fit plus de miracles qu'on n'en attribue au fils de Marie : ses disciples étaient des philosophes et non de crédules pêcheurs.

La foi aux miracles se réveilla ardente au milieu de la société raffinée et sceptique qui devait s'écrouler en 1789. Les Jésuites et les Jansénistes, les deux sectes ennemies, miraclaient à l'envi. La contagion atteignit les gens du monde et les philosophes : mais les miracles auxquels ils croyaient, n'étaient pas accomplis au nom de Dieu le papa ou du Saint-Esprit le pigeon, mais au nom de la matière, du magnétisme, du mesmérisme. Ce n'était pas avec le Saint-Prépuce de Jésus, mais avec le baquet magnétique, que Mesmer et Cagliostro renversaient toutes les lois naturelles connues.

Malgré les progrès extraordinaires des sciences physiques et naturelles qui chassent Dieu et le miracle de l'univers, malgré le scepticisme persifleur et lâche qui constitue l'atmosphère morale de notre époque, nous voyons, ainsi qu'en pleine décadence romaine et aristocratique, reflorir la foi aux miracles, la croyance aux prodiges qui contredisent les lois de la nature.

Les spirites se comptent par milliers en Europe et en Amérique : ces innocents croient positivement que des tables dansent; ils jurent qu'ils les ont entendues et vues dire et écrire autant de bêtises que si elles étaient des êtres humains. Et cet amour désordonné du merveilleux, non seulement a pris possession du cerveau des imbéciles ordinaires, mais commence à envahir celui de ceux qui s'intitulent des savants. Au lieu de donner dans le spiritisme, ils versent dans l'hypnotisme; au lieu d'exécuter leurs prodiges dans les couvents et les cimetières, ainsi que les Jésuites et les Jansénistes du siècle dernier, ils prennent les hôpitaux pour leur champ à miracles.

Nos modernes thaumaturges expérimentent sur des démentes et des hystériques; ils les plongent dans des sommeils cataleptiques. Elles perdent alors leur sensibilité cutanée, le peu de contrôle sur leur intelligence et leurs mouvements qu'elles possédaient, et se livrent à des contorsions impossibles. En un mot, les médecins produisent artificiellement des phénomènes pathologiques bien connus. Mais ces résultats positifs ne les satisfont pas.

On a constaté qu'il arrive parfois que les médecins aliénistes finissent par devenir fous; les médecins qui expérimentent sur les démentes et les hystériques, commencent déjà à être affectés par la démence de leurs patientes. Les voilà qui divaguent : ils prétendent que les hypnotisées sont douées de la double vue, qu'elles voient à distance, dans le passé et dans l'avenir, et, comme la police est une des idées fixes qui meublent les têtes bourgeoises, ils déclarent que les juges d'instruction pourraient les employer à la recherche des criminels; ils assurent même qu'il est des hypnotisées pour lesquelles les lois de la pesanteur n'existent pas, qui peuvent voler; c'est parfaitement exact. Ce sont les docteurs qui sont richement volés par leur patientes. — L'on sait que les hystériques ne sont jamais plus heureuses que lorsqu'elles peuvent concentrer l'attention sur leur personne; et pour cela il n'est mensonge qui leur coûte : jamais elles n'ont eu meilleure occasion de raconter leurs bourdes.

Dernièrement un docteur, qui n'était pas un échappé de Bicêtre, affirmait en pleine Académie de médecine, qu'il pouvait à volonté produire une action vésicante sur une hypnotisée, sans pour cela recourir à un Perdriel à la moutarde.

L'Académie de médecine pourrait proposer à nos docteurs thaumaturges l'expérience concluante suivante : puisque l'on assure que sur cent personnes il y en a 30 ou 40 susceptibles d'être hypnotisées et d'exécuter toutes les actions merveilleuses que l'on raconte, eh bien! qu'un patron hypnotise, avec le concours de messieurs Charcot, Liégeois et compagnie, ses ouvriers et ouvrières et qu'il essaye ensuite de leur persuader qu'ils ont jeûné alors qu'ils n'ont rien mis sous leurs dents, et qu'ils ont reçu leurs salaires alors que leurs poches sont vides. Ce dernier miracle serait plus convaincant que de pro-

duire sur la peau d'une hypnotisée des cloques sans vésicatoire. Du coup il gagnerait tous les patrons, qui n'auraient plus qu'à hypnotiser leurs salariés pour faire la paye le samedi.

Il se trouve des gobeurs pour annoncer que cet amas de fadaïses recueillies pédalement, est le commencement d'une science nouvelle qui expliquera les religions, les philosophies et autres choses encore : il est certain qu'il donne la mesure de leur crédulité.

Mais ces histoires miraculeuses propagées par des savants naïfs, acceptées avec enthousiasme par la partie éclairée de la classe régnante, est un signe indéniable du ramollissement cérébral de la bourgeoisie et d'un prochain renouveau révolutionnaire.

LE PROLÉTARIAT AGRICOLE

Dans le premier numéro d'un nouveau journal hebdomadaire, la *Terre aux paysans*, auquel nous souhaitons la bienvenue et longue vie, nous trouvons le tableau suivant dressé d'après la statistique officielle de l'agriculture de 1873.

1^o Terres n'appartenant pas à ceux qui les cultivent.

Bois, landes, marais, terrains en friche, pacages et pâturages. . .	16 millions hectares
Terres cultivées par des mélayers. . .	4 — —
Terres cultivées par des fermiers-locataires	12 — —
49.000 propriétés de plus de 100 hectares cultivées par des salariés.	12 — —
Total.	44 millions hectares

2^o Terres appartenant à ceux qui les cultivent pour leur propre compte. 4 millions hectares

3^o Propriété bâtie et jardins. 1 — —

Ainsi, à peine un siècle après cette fameuse révolution bourgeoise qui annonçait à la ville et aux champs qu'elle allait donner la terre aux paysans, on trouve que, sur 49 millions d'hectares, les paysans cultivateurs n'en possèdent que 4; tandis que les oisifs, anciens nobles et nouveaux nobles, bourgeois de toute provenance, possèdent 44 millions, onze fois plus. La grande propriété terrienne qui se reconstitue, dépossède tous les jours un nombre plus considérable de cultivateurs et les transforme en prolétaires. — Une nouvelle révolution s'impose.

ANZIN

Le rapport de M. Clémenceau sur la dernière grève est plein de chiffres plus instructifs les uns que les autres.

Dès 1799 — il y aura bientôt un siècle — le denier rapportait ce qu'il avait coûté — c'est-à-dire que les actionnaires ou capitalistes étaient remboursés.

Depuis — pour nous limiter à la période 1850-1882 — le même denier a continué à produire au plus fainéant des propriétaires, puisqu'il n'intervient même pas par voie de suffrage ou de délégué dans l'administration de la mine :

1850	7.000	1861	10.000	1872	27.000
1851	7.000	1862	12.000	1873	40.000
1852	8.000	1863	12.000	1874	40.000
1853	8.000	1864	12.000	1875	40.000
1854	9.000	1865	15.000	1876	21.000
1855	12.000	1866	16.000	1877	15.000
1856	14.000	1867	18.000	1878	14.000
1857	14.000	1868	18.000	1879	14.000
1858	15.000	1869	18.000	1880	14.000
1859	15.000	1870	16.000	1881	10.000
1860	15.000	1871	17.000	1882	10.000

Soit en trente-trois ans seulement 533.000 fr. ou plus d'un demi million!

Et dans cette productivité du denier, due au seul travail et empochée par le seul capital, ne sont comprises — c'est M. Clémenceau qui prend soin de nous l'apprendre — ni « les réserves en fonds d'états étrangers dont la Régie d'Anzin s'est fait une habitude » pour parer aux surprises des révolutions; ni les réserves pour établir une balance de dividendes entre les bonnes et les mauvaises années du produit net; ni les réserves pour des acquisitions foncières ou des embranchements de chemins de fer.

Mais la propriété n'est pas le vol? Oh! non.

Le mariage monogamique, la condamnation d'un homme à une femme et d'une femme à un homme, n'a pas existé de tout temps et n'existera pas de toute éternité. En attendant qu'il disparaisse, les maris et les femmes ont, à coups de canif, lacéré leurs contrats, tellement que le cocuage réciproque est devenu une institution sociale qu'aucune loi humaine et divine n'a pu abolir. Les hommes ont toujours représenté la divinité sous la forme d'un animal, exemple le bœuf Apis et le pigeon Saint-Esprit; comme de juste, pour symboliser le mariage ils ont pris le cerf, dont la tête est si richement cornue. Mais cette noble bête est menacée de perdre ses fonctions honorifiques.

Le célèbre naturaliste américain, M. Marsh, vient de découvrir dans le Wyoming les os d'un animal antédiluvien qui avait la tête la plus cornue du monde : il avait des cornes sur le nez, sur les mâchoires et sur les os du crâne. Le *Dinoceras*, — c'est le nom grec, signifiant *corne terrible*,

qu'il lui a donné, — doit en bonne justice être promu au rang d'emblème du mariage civilisé

Mais le cerf n'aura pas à regretter son titre pendant longtemps; la société communiste dans laquelle nous allons entrer, abolira avec le mariage son correctif nécessaire le cocuage et sa représentation emblématique.

LES MAISONS DE JEUX

Les députés qui prennent au sérieux leur mandat, sont préoccupés d'emplir la caisse vide de l'Etat par un emprunt pour pouvoir la revider ensuite. L'emprunt est chose décidée; il est à peu près convenu que sa souscription sera confiée au *Crédit foncier* qui, en bon camarade, partagerait avec les autres institutions de dépouillement national : tous les juifs de la chrétienté et tous les chrétiens de la juiverie sont dans la joie. Un emprunt d'Etat est pour eux une mine d'or.

D'autres députés, non moins préoccupés du sort de la République, songent à l'argent de poche et parlent d'établir des maisons de jeux. La révolution les ferma; mais elles furent rouvertes par le Directoire; la bourgeoisie qui venait de se débarrasser des derniers révolutionnaires, se jetait, assoiffée de jouissances, dans tous les débordements.

L'idée de rétablir les maisons de jeux est une idée de génie. Les maisons de jeux marqueront le commencement et la fin du règne de la bourgeoisie : la Bourse n'est qu'une immense maison de jeu, où l'on joue des chemins de fer, des mines, des filatures. Le jeu étant une des caractéristiques du capitalisme, il est du devoir d'un gouvernement intelligent de le développer et de le généraliser sous toutes ses formes : courses de chevaux, roulette, baccarat.

Le jeu est un superbe moyen de ruine et de corruption. Une cocotte de vorace appétit doit prendre au moins des six mois pour mettre sur la paille le fils d'un millionnaire et venger les ouvriers que son grelin de père a impitoyablement exploités : un philosophe grec peut le plumer en quelques soirées. Quel progrès!

Le jeu, la grande attraction des cercles, est la dernière ressource des blasés du grand monde pour se fouteur les nerfs et vivre d'une vie d'animal à sang chaud.

Au nom de quelle morale leur refuserait-on ce plaisir qui les tire de leur torpeur et de leur imbécillité ordinaires?

Mais si le jeu est une distraction nécessaire et une occupation utile pour le développement cérébral des riches, il aurait les plus déplorables effets sur la classe ouvrière; et quelque bourgeois que soit le gouvernement républicain, il sera forcé de les en prémunir. Le moyen préventif est des plus aisés à appliquer.

La municipalité de Bosost, petit village espagnol de la frontière pyrénéenne, a permis, moyennant finances, à un croupier d'y établir une roulette; tous les oisifs qui pendant l'été mangent à Luchon l'argent qu'ils ont volé, sont allés à Bosost chercher les émotions du jeu : l'entrée de la maison était interdite absolument à tout habitant du village. Il en est de même à Monaco. Le gouvernement républicain devra suivre l'exemple de ces sages municipalités, et interdire aux ouvriers et aux petites gens l'entrée des maisons légales de jeux; pour cela, il n'aurait qu'à mettre un tourniquet et à faire payer un droit d'entrée de 10 ou de 20 fr. Toutes les deux heures on renouvellera à la salle, comme les consommations dans les cafés-concerts. De cette façon les maisons de jeux seraient fermées aux ouvriers, et on débarrasserait le parquet des décaqués qui gênent les joueurs sérieux.

L'ouverture des maisons de jeux dans les principales villes donnerait des millions au Trésor et conquerrait à la République les hautes classes.

LETTRÉ D'ESPAGNE

Madrid, le 14 novembre 1885.

La crise économique actuelle qui dure depuis longtemps et dont la fin n'est pas encore prochaine, est certainement une des plus intenses qui ait été engendrée par la forme de production capitaliste, une de celles qui a fait et fera encore le plus de victimes parmi la classe salariée et même dans les dernières couches de la bourgeoisie.

En Espagne, on ressent les effets de cette crise d'une façon épouvantable. Des milliers de bras restent sans occupation, tant dans l'Aragon que dans l'ancien royaume de Valence, en Galice que dans la Vieille et la Nouvelle Castille et dans l'Estramadure. En Andalousie, le manque de travail et la situation misérable de ses habitants ont atteint des proportions inconnues jusqu'à ce jour, et il ne serait pas étonnant qu'il ne se renouvelât sous peu des scènes semblables à celles qui ont eu lieu, l'été dernier, à Cuervas de Vera (province de Almería), où le manque total de ressources et l'épidémie cholérique mirent dans un tel état de désespoir les prolétaires de cette petite ville, qu'ils assaillirent les maisons des riches, dont les propriétés, par peur du choléra, s'étaient sauvées. La garde civile (gendarmarie) chargée de défendre la propriété de ces courageux bourgeois, dut livrer une véritable bataille, où il y eut grand nombre de morts et de blessés de part et d'autre.

Les pouvoirs publics, qui ne se préoccupent de ces questions que lorsqu'elles peuvent nuire immédiatement aux intérêts de la classe bourgeoise, sont un peu inquiets et ils ont raison, car elle est menaçante la misère dans laquelle se trouvent les travailleurs de la vaste région andalouse — cette belle terre si renommée par sa

fertilité et sa richesse, ce paradis dont le régime capitaliste a fait un enfer! Peut-être même l'idée est-elle passée par l'esprit des hommes qu'un gouvernement de chercher une occasion favorable pour faire une bonne saignée dans le prolétariat andalou qui a donné au gouvernement, dans maintes occasions, du fil à retordre.

La situation de la classe ouvrière est à peu près semblable en Catalogne, quoique ce pays soit le plus industriel de toute l'Espagne. La plupart des usines sont fermées, d'autres ouvrent leurs portes pendant une courte période pour les fermer peu de temps après; ce qui fait que, dans presque tous les centres industriels de cette importante province, se trouvent de nombreux ouvriers sans pain. A Barcelone, il y a 1,700 ouvriers sans travail dans la seule industrie des étoffes imprimées qui compte environ 2,000 ouvriers. Dans les trois classes de vapeur (mécaniciens) il y a plus de 4,000 ouvriers qui chôment. Le même sort est échu à des milliers de tisserands, de filateurs, etc., ainsi qu'aux ouvriers du bâtiment, de l'habillement et de la chaussure.

La capitale de l'Espagne ressent au même degré, ou plus fortement encore, les conséquences de la terrible crise. Les maçons, charpentiers, menuisiers et serruriers chôment par milliers. Depuis l'année dernière on a rayé du rôle des contribuables plus de 150 maîtres charpentiers.

L'imprimerie, par des circonstances spéciales, est dans une situation encore plus précaire. Actuellement, c'est-à-dire à l'approche de l'hiver qui a toujours été la saison où le travail abondait, plus de la moitié des typographes de Madrid sont sans ouvrage. La société typographique de Madrid qui se composait, le 1^{er} octobre dernier, de 1148 membres, en avait à cette époque 569 employés, 529 sans travail et les autres malades ou absents.

El Dia, journal essentiellement bourgeois, termine ainsi un article destiné à dépeindre le profond mal-être des ouvriers de la capitale :

« Le Mont-de-Piété et les maisons de prêt n'ont plus de magasins assez vastes pour emmagasiner les objets que le vice quelquefois, la misère le plus souvent, y apportent.

« Il n'y a pas d'illusion à se faire : l'état précaire des populations, la faim et la misère ne peuvent point attendre. »

Jugez quelle doit être la situation lorsqu'un organe de la bourgeoisie la dépeint avec de si noires couleurs.

Cependant, la bourgeoisie espagnole qui n'est pas moins rapace que celle des autres pays, est plus ignorante et plus insouciant; elle n'attache qu'une importance médiocre aux maux produits par cette épouvantable crise économique. Elle ne cherche pas à les atténuer, se contentant de faire démolir quelques vieilles mesures, d'entreprendre une demi-douzaine de constructions décrétées depuis un temps immémorial, de distribuer quelques vivres dans les mairies et paroisses — des secours qui rappellent la soupe que l'on distribuait autrefois à la porte des couvents, et de créer des cuisines économiques — marmites — où, d'après les savants calculs de leurs riches fondateurs, les ouvriers peuvent trouver pour cinquante centimes au moins de la nourriture suffisante à restaurer leurs forces, quelque dur et pénible que soit leur travail.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — Les élections aux conseils de Prud'hommes ont donné le résultat que nous espérons.

La 5^e catégorie des Industries diverses a renommé à une majorité sans exemple les deux conseillers arrachés à leur siège par la plus odieuse des manœuvres.

Le citoyen Boulé, ex-candidat de la Coalition socialiste révolutionnaire, a réuni 908 voix et le citoyen Desfarge 907, contre 166 et 155 données aux candidats de l'Union fédérative.

La 3^e catégorie des Industries diverses n'a pas moins bien voté.

Le citoyen Raimond, présenté par la chambre syndicale des menuisiers, et le citoyen Priou, porté par la chambre syndicale des parqueteurs, ont été élus, le premier avec 254 suffrages et le second avec 253. Les conseillers sortants, deux marchands, n'ont obtenu que 210 et 42 voix, et les candidats de l'Union fédérative 63 et 60.

Les quatre élus — c'est-à-dire Priou, Raymond, Desfarge et Boulé — avaient adhéré au programme de la Fédération du Bâtiment portant suppression du marchandage, maintien des prix de la série, solde immédiat des ouvriers quittant le travail ou renvoyés, interdiction de toute retenue sur les salaires, etc., etc., ces « diverses mesures considérées comme transitoires et de circonstance, le but constant de leurs efforts devant être la suppression de l'exploitation patronale et capitaliste ».

Ils avaient accepté le mandat impératif, avec démission en blanc entre les mains du comité de vigilance du bâtiment, mais avec la mention — rendue nécessaire par la malhonnêteté de l'ancien comité général — que cette démission ne pourra servir « qu'après avis conforme des électeurs de la catégorie convoqués à cet effet. »

Dans presque toutes les autres catégories — tant des Industries diverses que des Métaux, des Tissus et des Produits chimiques — les candidats de l'Union fédérative qui n'avaient pas de concurrents ou n'avaient que des concurrents non socialistes, l'ont emporté — à notre grande satisfaction.

C'est ainsi que le prud'homme sortant Dujarric, conseiller municipal, est resté sur le carreau avec 78 suffrages, alors que l'ancien membre de la Commune, Champy, trouvait 181 voix pour l'élire.

Alais. — Le conseil municipal a été, dès l'ouverture de la session, saisi par notre ami Lalauze et ses collègues du Parti ouvrier, d'une proposition tendant à la révocation du personnel réactionnaire.

Casser aux gages des serviteurs infidèles, traîtres à la République, quoi de plus simple et de plus nécessaire! Voilà sept ans qu'on nous promet cet échenillage, mais ce n'est pas encore cette fois que l'engagement sera tenu.

Par 15 voix contre 3 et 2 abstentions, la mise en demeure de la minorité socialiste a été enterrée. Puisse la leçon profiter aux par trop naïfs électeurs qui ont placé leur confiance dans la bourgeoisie opportuniste ou dans la bourgeoisie radicale! — *Reynol.*

Reims. — La résistance est sérieusement organisée par les ouvriers de la maison Rogelet; des souscriptions sont faites à domicile et à la sortie des ateliers tant à

Reims que dans les environs. Des réunions vont s'organiser à Reims et dans les villes voisines. Mardi une réunion a eu lieu à Ay où notre ami Martin s'est rendu accompagné de plusieurs ouvriers tisseurs.

Les journaux bourgeois, et notamment *l'Indépendant*, ont annoncé que les ouvriers de la maison Pierrard avaient repris le travail, il n'en est rien. Les ouvriers fileurs et rattacheurs qui ont obtenu satisfaction dans une certaine mesure, sont seuls retournés à l'atelier, mais aucun ouvrier tisseur n'a recommencé à travailler; tous sont au contraire bien décidés à résister, et à s'unir à leurs camarades de chez Rogelet pour centraliser les secours qui arrivent de toutes parts.

Nous recommandons aux travailleurs de ne pas se fier aux déclarations de *l'Indépendant* qui pourraient bien n'être faites que pour nuire aux souscriptions. Jusqu'à présent tout fait supposer que la résistance sera longue.

— A la dernière heure, nous apprenons que les ouvriers de chez Olh, qui depuis quelques jours entendaient dire qu'ils seraient diminués, se sont adressés à leur directeur qui leur a confirmé la réduction. Elle varierait, suivant les métiers, de 6 à 12 0/0. Nous donnerons, s'il y a lieu, de nouveaux détails dans notre prochain numéro.

Roanne. — L'Union syndicale des tisseurs roannais poursuit le cours de ses travaux relatifs au Congrès corporatif de l'industrie textile.

Les syndicats de Saint-Etienne, Lyon, Paviot-Voiron, Roubaix, Chollet, Reims ont déjà donné leur adhésion.

Les syndicats de Tourcoing, Armentières, Charlieu, etc., auront à se prononcer sur leur adhésion au dit Congrès appelé à former la fédération de tous les travailleurs syndiqués de l'industrie textile.

L'Union syndicale des tisseurs d'Elbeuf consultée à cet effet, a mis cette question à l'étude.

La commission d'organisation invite tous les syndicats intéressés à se tenir prêts aussitôt que les circonstances nécessiteront la tenue de ce Congrès.

Que, dans toute la France, les travailleurs procèdent sans retard à l'organisation corporative, et qu'un cri de ralliement général montre que pour la classe ouvrière le moment d'agir est enfin venu.

Saint-Quentin. — Les dernières élections municipales, en affirmant les immenses progrès accomplis par le socialisme révolutionnaire, ont valu de nombreuses recrues au vaillant groupe la *Défense ouvrière*. Aussi les organes bourgeois ne décolèrent pas. *Le Glaneur*, entre autres, ne sait à quelles calomnies se vouer, reprochant aux candidats du Parti ouvrier d'avoir obtenu les voix des réactionnaires. Cette inepte accusation a été relevée comme elle le méritait par le citoyen Langrand, dont la réponse à l'emporte-pièce a fait, sur la feuille patronale, l'effet d'un seau d'eau froide sur une chienne en chaleur. — Elle court encore!

Les ouvriers de l'usine Gabreau, avertis d'une réduction de salaire pour le 23, sont de moins en moins décidés à se laisser faire. Le vent est à la résistance; et le jour de l'application du nouveau tarif, c'est-à-dire samedi, il y aurait du bruit et de la casse que nous n'en serions pas autrement surpris. Qui sème la faim récolte quelquefois des pavés — et c'est justice.

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

FRÉDÉRIC ENGELS

I

Frédéric Engels, l'éminent représentant du socialisme scientifique, est né en 1820, à Barmen (province rhénane de la Prusse) dans une riche famille d'industriels. Il débuta en 1844 par ses *Aperçus sur une critique de l'économie politique*, qui parurent d'abord dans les *Annales Franco-Allemandes* publiées à Paris par Marx et Ruge. Les *Aperçus* formulent déjà quelques principes généraux du socialisme scientifique.

Envoyé en Angleterre par ses parents pour se perfectionner dans le commerce, il put observer directement à Manchester les misères nouvelles qu'apportait à la classe ouvrière le développement de la grande industrie. Le gouvernement anglais, poussé d'un côté par les chartistes unis aux communistes, et de l'autre par l'aristocratie qui tenait à déconsidérer la bourgeoisie industrielle, poursuivait alors sa terrible enquête sur le travail dans les fabriques. Cette enquête, qui a duré des années, qui a été conduite par des hommes courageux, impartiaux, est le plus épouvantable réquisitoire qu'on ait jamais dressé contre la bourgeoisie industrielle. Ce fut un cri d'horreur dans toute l'Angleterre quand on publia les rapports sur l'emploi des enfants dans les manufactures. C'était une écrasante révélation jetée à la face du libéralisme bourgeois. Jamais, dans aucune société précédente, l'espèce humaine n'avait été frappée de tant de douleurs: les enfants chassaient de l'atelier les pères et les mères; les pauvres petits âgés de huit et dix ans, travaillaient des douze, quatorze et même seize heures par jour. On les tenait éveillés à coups de fouet et en les plongeant dans des baquets d'eau froide. C'est alors, en 1845, qu'Engels écrivit son remarquable livre sur la *Situation des classes ouvrières en Angleterre*, dont l'influence dure encore en Allemagne. Quand le parlement prussien discuta la loi qui interdit l'emploi dans les fabriques des

enfants au-dessous de quatorze ans, on le cita comme une autorité.

Engels est un de ces révolutionnaires cosmopolites qui prennent part aux mouvements partout où ils se trouvent; en Angleterre, il collabore au *Northern Star*, organe officiel du parti chartiste et au *New Moral World* de Robert Owen; à Bruxelles, il concourt à la fondation de l'*Association démocratique*, société politique internationale où se rencontraient les délégués des radicaux bourgeois et des ouvriers socialistes. Il entre dans la *ligue des communistes*. Sa connaissance des langues européennes lui facilita son action cosmopolite. Le Conseil général de l'Internationale le chargea de la correspondance avec l'Italie, l'Espagne et le Portugal: il communiquait avec les internationaux de ces pays dans leur propre langue.

Dès que Engels et Marx, âgés de vingt et quelques années, se rencontrèrent, une amitié que les années et les malheurs de leur vie de luttes révolutionnaires n'ont fait qu'accroître, les unit étroitement.

Quand ils étaient réunis, ils travaillaient ensemble. *Le Manifeste du parti communiste*, la *Sainte Famille* et d'autres écrits, portent leurs deux noms; quand, après la défaite du mouvement révolutionnaire de 1848, Engels dut retourner à Manchester travailler dans la maison de commerce, dont il devint par la suite un des associés, il ne cessa de rester en communion d'idées avec son ami Marx. Tous les jours ils échangeaient des lettres où ils analysaient les événements du jour et discutaient des questions théoriques. La publication de leur correspondance qui dura près de vingt ans, sera un précieux document pour l'histoire du mouvement européen.

En 1850, Engels écrit dans la *Revue de la Nouvelle Gazette rhénane*, la *Guerre des paysans*. Après la reprise du mouvement socialiste en Allemagne, Engels et Marx collaborèrent au *Volkstaat*, l'organe du parti ouvrier, le plus scientifique journal que le socialisme ait jusqu'ici créé dans le monde, et au *Vorwärts*. Plusieurs des articles d'Engels ont été réunis en brochures et tirés à des milliers d'exemplaires, tels que: *le mouvement social en Russie*, *le schnaps prussien dans le parlement allemand*, la ques-

tion des habitations, *l'insurrection cantonaliste en Espagne*, etc.

La série des derniers articles qu'il envoya au *Vorwärts* sous le titre ironique de *Bouleversement Duhringien de la science*, est une critique savante et spirituelle des théories prétendues nouvelles de Duhring, le célèbre philosophe libéral, sur les sciences en général et le socialisme en particulier. Dans ces articles, qui ont été réunis en volume, Engels donne une idée des grandes connaissances scientifiques qu'il possède. Marx, un bon juge en ces matières, considérait Engels comme un des hommes les plus instruits d'Europe. Il a étudié toutes les sciences mais spécialement la science sociale, la philologie et la science militaire; il a écrit différents travaux qui ont été fort remarqués par l'état-major prussien. Engels a un tempérament de soldat et, si ses opinions socialistes ne l'avaient pas empêché de mettre son épée au service du gouvernement allemand, il aurait sûrement acquis un nom comme général. Les ennemis les plus haineux du socialisme sont forcés, en Allemagne, de reconnaître que les deux théoriciens du socialisme scientifique sont des hommes d'une science vaste et profonde.

La brochure *Le socialisme utopique et le socialisme scientifique* qui a été traduite en français, italien et polonais, est extraite du livre contre Duhring; elle forme ce qu'on pourrait appeler une introduction au *socialisme scientifique*.

Engels, bien qu'absorbé par la publication des manuscrits de Marx, a fait paraître, en 1884, un ouvrage sur *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Dans nos prochains numéros, nous analyserons longuement ce livre qui résume les recherches faites sur ces sujets et expose la marche évolutive de la famille, de la propriété et de l'Etat.

En 1849, Engels, en compagnie de Marx, s'était rendu en Allemagne pour y organiser le mouvement révolutionnaire et fonder la *Nouvelle Gazette Rhénane*, qu'il quitta pour aller prendre une part active à l'insurrection de mai 1849. Cet épisode de notre histoire révolutionnaire étant peu connu, nous le raconterons succinctement.

L'insurrection de mai 1849, qui souleva les provinces rhénanes et le sud de l'Allemagne, fut provoquée par le refus de la plupart des gouvernements des petits Etats, d'accepter la constitution votée par l'assemblée nationale de Francfort. Cette assemblée n'avait jamais eu de force matérielle et, ce qui est pis, avait négligé de prendre les mesures nécessaires pour s'en procurer; quand elle acheva sa constitution sur le papier, elle perdit les derniers restes de sa puissance morale. Bien que passablement romantique, la constitution était cependant le seul drapeau autour duquel on pouvait se rallier pour tenter un nouveau mouvement, qu'il ne s'appliquait pas à la victoire.

L'insurrection commença à Dresde le 3 mai; quelques jours plus tard, elle s'étendit dans le Palatinat bavarois et le grand duché de Bade. Le grand duc s'était empressé de prendre la fuite, dès qu'il avait vu la troupe fraterniser avec le peuple.

Le gouvernement prussien qui avait dompté le mouvement révolutionnaire en novembre 1848, désarmé Berlin et mis la Prusse en état de siège, se fit le protecteur de tous les gouvernements des autres Etats. Il envoya immédiatement des troupes à Dresde qui, après quatre jours de combat et une résistance héroïque, vainquirent les insurgés.

Mais pour soumettre le Palatinat et le duché de Bade, il fallait une armée: pour la former la Prusse dut appeler la Landwehr sous les armes. A Iserlohn (Westphalie) et à Elberfeld (Prusse rhénane) les hommes refusèrent de marcher. On envoya des troupes. Les villes se barricadèrent et les repoussèrent. Iserlohn fut emportée après deux jours de lutte. Elberfeld n'offrant pas de moyens de résistance, les insurgés, au nombre de mille environ, résolurent de se frayer un chemin à travers les troupes qui les entouraient et de gagner le midi en pleine révolte. Ils furent taillés en pièces, leur commandant Mirbach fut fait prisonnier; mais un grand nombre d'insurgés, aidés par les gens du pays, purent arriver cependant jusque dans le midi. Engels était aide de camp de Mirbach; mais celui-ci, avant de mettre à exécution son plan, l'envoya

en mission à Cologne qui était aux mains de l'armée prussienne. La vérité est que Mirbach ne voulait pas avoir dans son corps un communiste connu, afin de ne



pas épouvanter les bourgeois des pays qu'il comptait traverser.

Pendant ce temps l'insurrection se généralisait dans le midi de l'Allemagne; mais les révolutionnaires, comme à

Paris en 1871, commirent la faute fatale de ne pas attaquer. Les troupes des petits Etats environnants étaient démoralisées et ne cherchaient qu'un prétexte pour se joindre à l'insurrection: elles étaient alors décidées à ne pas se battre contre le peuple. Les insurgés auraient pu soulever et entraîner les populations en déclarant qu'ils allaient à la délivrance de l'Assemblée de Francfort entourée de troupes prussiennes et autrichiennes. Engels et Marx, après la suppression de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, se rendirent à Mannheim pour proposer aux chefs du mouvement de marcher sur Francfort. On refusa de les écouter. On prétextait que les troupes étaient désorganisées par la fuite des anciens officiers, que les munitions manquaient, etc.

Tandis que les insurgés restaient l'arme au bras, les Prussiens unis aux Bavarois et renforcés par les troupes des petits Etats que les insurgés auraient pu gagner avec plus de hardiesse, avançaient à marches forcées sur les pays soulevés. L'armée réactionnaire, forte de 36,000 hommes, balaya du Palatinat en une semaine les 8 à 9,000 insurgés qui l'occupaient: il faut dire que les deux forteresses du pays étaient restées aux mains de la réaction. L'armée révolutionnaire se replia sur les troupes badoises composées d'environ 10,000 hommes de ligne et 12,000 francs-tireurs. Il y eut quatre engagements généraux: les troupes réactionnaires ne triomphèrent que grâce à la supériorité du nombre et à la violation du territoire wurtembergeois, qui leur permit de tourner l'armée révolutionnaire au moment décisif. Après six semaines de luttes, en rase campagne, les restes de l'armée insurrectionnelle durent se réfugier en Suisse.

Pendant cette dernière campagne, Engels était aide de camp du colonel Willich, chef d'un corps de francs-tireurs communistes. Il prit part à trois engagements et à la dernière bataille décisive de la Murg. Le colonel Willich, réfugié aux Etats-Unis, est mort avec le titre de général, gagné pendant la guerre de sécession.

Cette résistance opiniâtre en rase campagne, opposée par quelques milliers d'insurgés sans organisation et presque sans artillerie contre l'armée prussienne si savamment disciplinée, montre ce que nos amis, les socialistes d'Outre-Rhin, seront capables d'accomplir le jour où le tocsin révolutionnaire sonnera en Europe.

CONVOICATIONS

Cercle de la Bibliothèque socialiste, mardi 24 novembre, réunion plénière de tous les membres, salle du *Socialiste*, 17, rue du Croissant.

Ordre du jour: Organisation définitive du Cabinet de lecture: — Le Cercle d'Economie sociale. — Les élections complémentaires.

Cercle d'études et d'action politique des premier et deuxième arrondissements, salle du *Socialiste*, 17, rue du Croissant, jeudi 26 novembre, à 9 heures du soir. Très urgent.

Parti ouvrier. Fédération socialiste révolutionnaire du Centre, vendredi 27 novembre, salle du *Socialiste*, 17, rue du Croissant.

Ordre du jour très important.

Vient de paraître le numéro 11 de la *Revue socialiste* dont voici le sommaire:

Un fief capitaliste, J.-B. Dumay. — L'agiotage de 1870 à 1884, A. Chirac. — Les Morales religieuses, B. Malon. — Catholicisme social, M. Bénédicte. — Revue économique, G. Rouanet. — Revue du mois, E. Fournière. — Société républicaine d'économie sociale. — Correspondance. — Revue des sociétés savantes. — Revue de la presse. — Revue des livres. — Divers.

La *Revue socialiste* paraît le 15 de chaque mois, rue du Faubourg Saint-Denis, 19, Paris. Abonnement: France, 3 fr. pour trois mois: 6 fr. pour six mois: 12 fr. pour un an, Etranger: 3 fr. 50; 7 fr.; 14 fr. Le numéro: 1 fr.

LIBRAIRIE SOCIALISTE INTERNATIONALE ACHILLE LE ROY

145, bis, rue Saint-Jacques, PARIS

Envoi franco de toutes les brochures socialistes, ainsi que du catalogue.

REVUE FINANCIÈRE

La semaine dernière, je donnais aux conseillers parisiens un moyen de supprimer les charges qui pèsent sur les contribuables par suite des intérêts à payer chaque année pour les emprunts de la Ville.

C'est la création d'une *Banque communale* émettant des billets, ainsi que le fait la Banque de France pour se procurer les fonds avec lesquels elle escompte le papier commercial et fait les prêts sur titres.

Cette Banque communale n'aurait de raison d'être que pendant la période restant à courir pour le monopole de la Banque de France.

Il n'y en a plus que pour une dizaine d'années, heureusement!

A ce moment, il faut espérer que nos gouvernants ne continueront pas les faveurs de l'Etat à une institution qui fait des bénéfices scandaleux avec l'argent soutiré au public par l'émission de billets sans aucun intérêt. Car ceux qui donnent leur argent contre ces morceaux de papier bleu ont confiance surtout dans le contrôle de l'Etat et non dans la société particulière, au capital de 182 millions, qui exploite le monopole qui lui a été accordé si légèrement.

D'une part, il bénéficie des opérations d'escompte et de prêts sur gages et augmente ainsi ses ressources.

D'autre part, il n'a plus besoin de faire lui-même des emprunts ruineux pour subvenir aux dépenses extraordinaires et diminue ses charges annuelles de 1300 millions, montant des intérêts payés actuellement pour le service de la Dette.

De plus, l'Etat, ayant ainsi à sa disposition un stock considérable en espèces, peut soutenir les entreprises nationales destinées à augmenter la prospérité de France.

L'agriculture, l'industrie, le commerce, débarrassés d'une grosse part de leurs charges et aidés par les capitaux de l'Etat, prennent un nouvel essor et portent le bien-être dans toutes les familles des travailleurs intellectuels ou manuels.

En outre, les villes, les départements, les communes trouvent ainsi, sans grands sacrifices, les avances de fonds qui leur sont indispensables pour la réalisation des travaux reconnus d'utilité publique.

Quels magnifiques résultats on obtient en réintégrant aux mains d'un état démocratique tous les monopoles que les gouvernants aristocratiques ou bourgeois ont vendus honteusement à des intérêts particuliers!

Mais vous verrez que le monopole de la Banque de France sera continué, comme les autres, au profit de quelques grosses personnalités.

Tas de voleurs!

La Bourse de Paris

Mercredi, 18 novembre 1884

La Serbie a déclaré la guerre à la Bulgarie et a franchi la frontière. Les Bulgares, pris à l'improviste, ont été culbutés d'abord, mais ensuite ont résisté et même infligé un échec à l'armée serbe.

Les grandes puissances sont très embarrassées de prendre une décision. La Grèce menace d'intervenir.

Quant à notre politique intérieure, la déclaration du cabinet Brisson n'a pas satisfait la majorité républicaine. C'est une crise ministérielle à bref délai.

Cependant, nos rentes françaises qui avaient faibli, le 30/0 à 79.27 et le 4 1/2 à 107.55 reprennent l'un à 79.80 et l'autre à 107.95.

La haute banque soutient les cours; que le public se méfie!

PENAUD

Demandez à Paris
A LA MAISON DU
PONT-NEUF
RUE DU PONT-NEUF — PARIS

Le Nouveau Catalogue et les Gravures des Vêtements pour Hommes et Enfants.

1885 HIVER 1886
Envoi Gratuit et Franco

QUELQUES PRIX DU CATALOGUE

PARDESSUS Draperie mode, doublure confortable. 17 fr.	COMPLETS Forte draperie indestructible. 29 fr.
CÉRÉMONIE Complet drap noir fin. 35 fr.	FOURRURES PardeSSus Col, Parements, Revers, vraie fourrure. 36 fr.
ENFANTS PardeSSus Belle draperie. 7 fr.	ENFANTS Costumes Drap nouveau. 5 fr. 75

Tout Vêtement expédié ne convenant pas l'argent en est retourné de suite par Mandat-Poste.

Expédition franco de port dans toute la France à partir de 25 francs.
DEMANDEZ LE CATALOGUE AUX DIRECTEURS DE LA Maison du **PONT-NEUF, PARIS**

Le Gérant: DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

INSENSIBILISATEUR BOIVIN

EXTRACTIONS, GUÉRISON ET POSE DE DENTS SANS DOULEUR

Un docteur assiste aux opérations. Facilité de paiement.

PARIS, 31, rue SAINT-LAZARE

LE SOCIALISTE

COMITÉ DE RÉDACTION: G. Deville, R. Fréjac, J. Guesde, P. Lafargue, A. Le Tailleur.

Est en vente à Lyon, chez MM. MÉLIN, 11, rue des Quatre Chapeaux; PAYAN, 73, rue Massena.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 r. broché, 2 fr. 25 r. richement relié; (14^e édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur: LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.